

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Montréal
Dossier : 1372403-71-2406
Dossier accréditation : AM-2000-8003

Montréal, le 19 juin 2024

DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF : Christian Reid

Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement du Grand Montréal (CSN)
Association accréditée

et

Le Citadin 2022 inc.
Employeur

DÉCISION

L'APERÇU

[1] Le Citadin 2022 inc., l'employeur, exploite une résidence privée pour aînés (Le Citadin).

[2] Le Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement du Grand Montréal (CSN), le syndicat, y est accrédité pour représenter :

« Tous les salariés au sens du Code du travail, à l'exclusion du responsable du service des soins, du chef cuisinier, du responsable de la maintenance, du responsable de l'entretien ménager, du responsable de la sécurité, du responsable du service aux tables, de l'adjointe administrative, la responsable en réadaptation physique et la conseillère clinique. »

De : **Le Citadin 2022 inc.**
750, avenue Saint-Croix
Saint-Laurent (QC) H4L 3Y2

Établissements visés :
7675, rue Lespinay
Saint-Léonard (Québec) H1S 3C6
7705, rue Lespinay
Saint-Léonard (Québec) H1S 3E9

Dossier accréditation : AM-2000-8003

[3] À la suite d'une décision rendue par le Tribunal le 4 août 2023¹, les parties sont assujetties à l'obligation de maintenir les services essentiels en cas de grève en vertu de l'article 111.0.17 du *Code du travail*, le Code.

[4] La dernière convention collective en vigueur entre les parties est échuë depuis le 31 décembre 2020.

[5] Le 11 juin 2024, le Tribunal reçoit un avis du syndicat indiquant son intention de recourir à une grève d'une durée déterminée à compter 26 juin 2024, à 00 h 01 jusqu'au 30 juin 2024, à 23 h 59. Cet avis est donné en vertu de l'article 111.0.23 du Code.

[6] Le lendemain, le syndicat fait parvenir au Tribunal une liste des services essentiels qu'il entend maintenir pendant la grève.

[7] Le 17 juin, comme prescrit par le Code et avec l'aide du service de conciliation du Tribunal, les parties négocient les services à maintenir pendant la durée de la grève. Les parties sont également avisées qu'une audience pourra être tenue le 18 juin 2024.

¹ *Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement du Grand Montréal (CSN) c. Le Citadin 2022 inc. et Résidence Le Citadin S.E.C.*, TAT, Montréal, 1326664-71-2306, 4 août 2023, J. Despatis.

² RLRQ, c. C-27.

[8] Au terme de cette conciliation, les parties s'entendent sur les services essentiels devant être maintenus pendant la grève. Cette entente est jointe à la présente décision.

[9] Selon l'article 111.0.19 du Code, il appartient au Tribunal d'évaluer la suffisance des services proposés à l'entente.

LE PROFIL DE L'EMPLOYEUR

[10] La résidence est située à Saint-Léonard et est composée de deux pavillons pour personnes âgées semi-autonomes.

[11] Au total, on y retrouve 181 unités de logement, dont 150 pour des résidents autonomes et semi-autonomes selon la répartition suivante :

- 3 appartements studio;
- 13 appartements 2½;
- 116 appartements 3½; et
- 18 appartements 4½.

[12] On y retrouve aussi 31 unités de logement pour des usagers en hébergement de types Ressources Intermédiaires (RI) selon la répartition suivante :

- 25 appartements studio; et
- 6 appartements 3½.

[13] La moyenne d'âge des résidents est de 88 ans, variant de 77 ans à 104 ans.

Les effectifs

[14] Les effectifs cadres et non-syndiqués se composent d'une directrice générale, une directrice adjointe/responsable en location, une directrice de soins, une conseillère en location, deux chefs cuisiniers, une responsable de salle à manger, une secrétaire et un responsable de maintenance et entretien.

[15] Les salariés syndiqués se composent d'une infirmière auxiliaire, de dix-neuf préposés aux bénéficiaires, de deux préposées entretiens légers, de deux préposés à l'accueil et de quatre aides générales.

Services médicaux et soins d'hygiène

[16] Les 31 usagers en hébergement de type RI ont besoin d'aide pour la gestion de leurs médicaments, lesquels sont préparés sous forme d'unidose et distribués par l'infirmière auxiliaire et les préposées aux bénéficiaires.

[17] Les soins d'hygiène pour ces mêmes 31 usagers sont donnés par les préposées aux bénéficiaires.

[18] Relativement aux résidents autonomes et semi-autonomes, le service alimentaire et l'entretien ménager léger de l'unité d'habitation sont optionnels.

[19] Une animatrice assure le service pour la clientèle dans les deux pavillons.

L'ANALYSE

[20] Afin d'évaluer la suffisance d'une liste ou d'une entente de services essentiels à maintenir en cas de grève, le Tribunal est guidé par les seuls critères que lui impose le Code, soit la santé ou la sécurité de la population. En l'espèce, il s'agit essentiellement de celles des résidents concernés.

[21] Dans son évaluation, le Tribunal doit garder à l'esprit que la clientèle d'une résidence pour personnes âgées est vulnérable et souvent captive des soins et des services dispensés par l'employeur.

[22] Par ailleurs, le Tribunal n'a pas à déterminer si tous les services proposés sont essentiels, mais doit plutôt décider s'ils sont suffisants pour s'assurer que la santé ou la sécurité de la population ne sera pas mise en danger durant la grève.

[23] Après analyse, le Tribunal conclut que l'entente du 17 juin est suffisante pour assurer la santé ou la sécurité de la population, en l'occurrence les résidents.

Les précisions

[24] Le Tribunal constate qu'un soin à donner à un résident doit être terminé avant que le membre du syndicat ne puisse exercer son droit de grève. En outre, les salariés s'engagent à ne pas interrompre un soin au moment du déclenchement de la grève, sauf si un cadre lui en fait une demande expresse et que ce dernier s'engage à poursuivre et terminer ledit soin.

[25] Les soins à donner incluent notamment, pour les résidents concernés, l'administration des traitements et des médicaments, la toilette partielle, le changement

des culottes d'incontinence, l'aide pour habiller les résidents semi-autonomes et l'accompagnement pour les repas et à la toilette.

[26] Les membres du syndicat s'engagent aussi à effectuer les tournées de surveillance et à répondre aux urgences.

[27] Les repas du dîner et du souper des résidents avec soins (RI) continueront d'être préparés par les membres du syndicat.

[28] Il est aussi prévu que les cadres contribuent au maintien des soins à raison d'un minimum de quatre heures par cadre qualifié par journée de grève et que ces derniers assureront notamment la préparation et la distribution des petits-déjeuners pour les résidents avec soins (RI).

[29] Enfin, l'entente prévoit que si une situation exceptionnelle et urgente non prévue à l'entente survient et que celle-ci met en cause la santé ou la sécurité des résidents, le syndicat s'engage à fournir, à la demande de l'employeur, le personnel nécessaire pour faire face à la situation.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL :

DÉCLARE que les services essentiels qui sont prévus à l'entente du **17 juin 2024**, avec les précisions apportées dans la présente décision, sont suffisants pour que la santé ou la sécurité de la population ne soient pas mises en danger lors de la grève débutant le **26 juin 2024 à 00 h 01**, et se terminant le **30 juin 2024 à 23 h 59**;

DÉCLARE que les services essentiels à fournir pendant la grève débutant le **26 juin 2024 à 00 h 01**, et se terminant le **30 juin 2024 à 23 h 59**, sont ceux énumérés à l'entente du **17 juin 2024**, jointes à la présente décision, comme tout au long récitée, en plus des précisions contenues à la présente décision;

RAPPELLE aux parties que, si elles éprouvent des difficultés quant à la mise en application des services essentiels prévus dans l'entente, d'en faire part dans les plus brefs délais au Tribunal afin que celui-ci puisse leur fournir l'aide nécessaire;

DEMANDE au **Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement du Grand Montréal (CSN)** de faire connaître et expliquer aux salariés la teneur de la présente décision;

RAPPELLE aux parties que nul ne peut déroger aux dispositions d'une entente.

Christian Reid

M^e Rosalie Arseneau
M. Olivier Lachance
Pour l'association accréditée

M^{me} Megan Trentin
M. Marc-André Boivin
Le Citadin 2022 inc.
Pour l'Employeur

Date de la mise en délibéré : 17 juin 2024

/sz

ANNEXE

Entente sur les services essentiels

Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement du Grand Montréal (CSN), association de salariés accréditée conformément au Code du travail, ayant son bureau à Terrebonne au 466 boulevard des Seigneurs, bureau 106, J6W-1T3 (ci-après désigné « le syndicat ») ;

Considérant que la résidence Le Citadin (Le Citadin 2022 inc.) est un service public visé par l'article 111.0.16 du *Code du travail* ;

Considérant que la résidence Le Citadin est un centre d'hébergement privé se décrivant comme une résidence pour retraités autonomes et semi-autonomes ;

Considérant que les résidents du Citadin s'alimentent seuls et ne requièrent pas l'aide des membres du Syndicat, sauf pour les 2 étages avec soins ;

Considérant que les résidents du Citadin se déplacent, sans l'aide des membres du Syndicat, sauf exception ;

Considérant que la résidence Le Citadin, située au 7675 rue Lespinay à Montréal, comporte deux étages dédiés aux soins et que des services externes du CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal sont offerts aux personnes en ayant besoin ;

Considérant que le Syndicat a fait parvenir un avis de grève générale qui sera exercée à compter de 00 h 01 le 26 juin 2024 jusqu'au 30 juin 2024 à 23 h 59 ;

EN FOI DE QUOI, LE SYNDICAT ET L'EMPLOYEUR SONT D'AVIS QUE LA LISTE DE SERVICES ESSENTIELS SUIVANTE AINSI QUE LES MODALITÉS QUI Y SONT PRÉVUES ASSURENT LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUE :

1. Le temps de grève est établi sur la base du temps normalement travaillé par chaque personne salariée, à chaque jour et lors de chaque quart de travail ;
2. Les personnes salariées en grève le sont selon l'horaire établi, sauf exception, pendant chaque quart de travail de façon que chaque personne puisse effectuer son piquetage ;
3. Il est entendu que le soin doit être terminé avant que le membre du Syndicat ne puisse exercer son droit de grève ;
4. Les membres du Syndicat s'engagent à poinçonner lors du début de leur quart de travail, lors de leur sortie en grève, lors de leur retour au travail et lors de la fin de chaque quart de travail ;

5. Les membres du Syndicat s'engagent à ne pas interrompre un soin au déclenchement de la grève, sauf si un cadre en fait la demande expresse et qu'il s'engage à poursuivre et terminer ledit soin ;
6. L'Employeur ne pourra utiliser les services d'un cadre pour remplir les fonctions d'une personne salariée faisant partie de l'unité de négociation en grève si cette personne cadre a été embauchée après la phase de négociations ;
7. Aucun bénévole et/ou sous-traitant ne pourra effectuer des tâches normalement accomplies par des personnes salariées couvertes par l'unité d'accréditation ;
8. Même pendant la grève, la résidence conserve son droit de gérer et d'administrer ses affaires suivant les lois en vigueur ;
9. Le Syndicat s'engage à laisser libre accès aux cadres, aux résidents, aux visiteurs ainsi qu'aux fournisseurs ;
10. L'Employeur s'engage à participer à l'accomplissement des tâches visées par la liste de services essentiels, de manière à permettre aux salariés d'exercer réellement leur droit de grève et conformément aux principes jurisprudentiels établis par les tribunaux ;
11. Les membres du Syndicat sont affectés à leurs titres d'emploi habituels ;
12. L'Employeur s'engage à fournir au syndicat les horaires de travail, de même que toutes les modifications qui peuvent y survenir notamment en ce qui a trait aux remplacements effectués par l'employeur. Ces informations seront disponibles comme à l'habitude ;
13. En cas d'absence d'un membre du Syndicat prévu à l'horaire de travail, l'employeur fonctionnera de la manière habituelle, et ce en respect de la convention collective ;
14. Lorsqu'une situation exceptionnelle et urgente non prévue à la présente entente et mettant en cause la santé ou la sécurité des résidents se présente, le Syndicat s'engage à fournir, à la demande de l'employeur, le personnel nécessaire pour faire face à la situation ;
15. Les dispositions de la convention collective s'appliquent aux membres du Syndicat désignés pour assurer les services essentiels, y compris les articles relatifs aux temps de pause et de repas ;
16. Advenant que les parties éprouvent des difficultés dans l'application des services essentiels à maintenir, elles s'entendent pour discuter préalablement de tout litige afin de trouver ensemble une solution. Si elles ne trouvent pas de solutions, elles doivent en faire part au Tribunal administratif du travail, division des

services essentiels, dans les plus brefs délais afin qu'un conciliateur puisse fournir le support nécessaire afin d'aider les parties à s'entendre.

17. Véronique Girouard, présidente du Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement du Grand Montréal (CSN) sera la représentante à contacter pour toutes précisions ou questions. En cas d'indisponibilité, l'employeur pourra contacter monsieur Olivier Lachance ;

18. L'Employeur s'engage à désigner deux représentants à contacter pour toutes précision, question ou mécontentes quant à la présente entente et à en informer le Syndicat ;

SERVICE ALIMENTAIRE

Tâches effectuées par les membres du Syndicat :

- a) Préparer un repas pour le dîner et un repas pour le souper pour les résidents sur les 2 étages avec soins ;
- b) Portionner les repas préparés pour les résidents sur les 2 étages avec soins ;
- c) Laver des chaudrons, de gros ustensiles et autres instruments servant à préparer, cuire, mélanger les repas mentionnés précédemment ;
- d) Nettoyer les plans de travail après utilisation ;
- e) Vider les poubelles 2 fois par jour à la cuisine ;

Les tâches n'ayant pas été mentionnées ne seront pas effectuées par les membres du Syndicat. Pour être effectuées, les autres tâches telles que les préparations complémentaires et spécifiques, la distribution de la nourriture, la gestion de l'inventaire et des commandes, un entretien plus complet, etc. devront être effectuées par des cadres.

ENTRETIEN MÉNAGER

Tâches effectuées par les membres du Syndicat :

- a) Assurer le lavage de la cuvette de toilettes et du lavabo pour les résidents des 2 étages de soins ;

Les tâches n'ayant pas été mentionnées ne seront pas effectuées par les membres du Syndicat.

Pour être effectuées, les autres tâches telles que l'entretien supplémentaire, le ménage des aires communes, etc. devront être effectuées par des cadres.

ACCUEIL ET SÉCURITÉ

Tâches effectuées par les membres du Syndicat :

- a) Ouverture des portes ;
- b) Surveillance des caméras ;
- c) Assurer le suivi des cloches d'urgence.
- d) Répondre au téléphone afin de traiter les urgences. En l'occurrence, lorsqu'un cadre se trouve à l'accueil, il veillera à transmettre uniquement les demandes urgentes aux membres du Syndicat. Lorsqu'un membre du Syndicat s'occupe de l'accueil, il réfèrera uniquement les urgences quant à la santé et la sécurité des résidents. En cas de demande non-urgente, il sera demandé à l'appelant de rappeler le lendemain entre 9h et 16h;

Les tâches n'ayant pas été mentionnées ne seront pas effectuées par les membres du Syndicat.

Pour être effectuées, les autres tâches telles que l'accueil et la réponse aux demandes d'information, la tenue des registres, etc. devront être effectuées par des cadres.

SOINS

Tâches effectuées par les membres du syndicat :

- a) Participer à l'administration des traitements et des médicaments pour les résidents des 2 étages avec soins et des résidents concernés sur les autres étages ;
- b) Poursuivre la rédaction des rapports concernant les résidents;
- c) Assurer la toilette partielle des résidents (soit le lavages des aisselles, sous la ceinture, du visage, crèmes médicamenteuses) sur les 2 étages avec soins et le changement des culottes d'incontinence pour les résidents concernés sur les 2 étages avec soins ;
- d) Habiller les résidents semi-autonomes éprouvant des difficultés sur les 2 étages avec soins ;
- e) Accompagner dans leurs déplacements les résidents sur les 2 étages avec soins à la salle à manger de l'étage pour les repas, effectuer la surveillance des résidents au cours dudit repas et les accompagner à la toilette;
- f) Faire les tournées de surveillance ;
- g) Répondre aux urgences.

Les tâches n'ayant pas été mentionnées ne seront pas effectuées par les membres du Syndicat.

Les cadres contribueront au maintien des soins en raison d'un minimum de 4 h par cadre qualifié et cela par journée de grève.

Les tâches effectuées par les cadres seront :

- Participer à l'administration des traitements et des médicaments pour les résidents des 2 étages avec soins et des résidents concernés sur les autres étages ;
- La préparation et distribution du petit-déjeuner pour les résidents sur les 2 étages avec soins;
- Le lavage des vêtements et serviettes des résidents sur les 2 étages avec soins;
- Vider les poubelles dans les chambres et les chariots pour les résidents sur les 2 étages avec soins;
- Faire le lit des résidents sur les 2 étages avec soins.

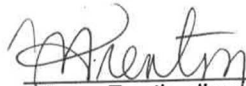
ANIMATION ET LOISIRS

Aucune tâche reliée aux activités sociales organisées pour les résidents et leurs familles ne sera effectuée par les salariés de l'unité d'accréditation.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé aux dates ci-dessus mentionnées :

À Montréal, le 17 juin 2024


LE CITADIN 2022 INC.



Megan Trentin, directrice générale

À Montréal, le 17 juin 2024

**Le Syndicat des travailleuses et
travailleurs des centres d'hébergement du
grand Montréal (CSN)**



Véronique Girouard, présidente